

# Bulletin Communiste

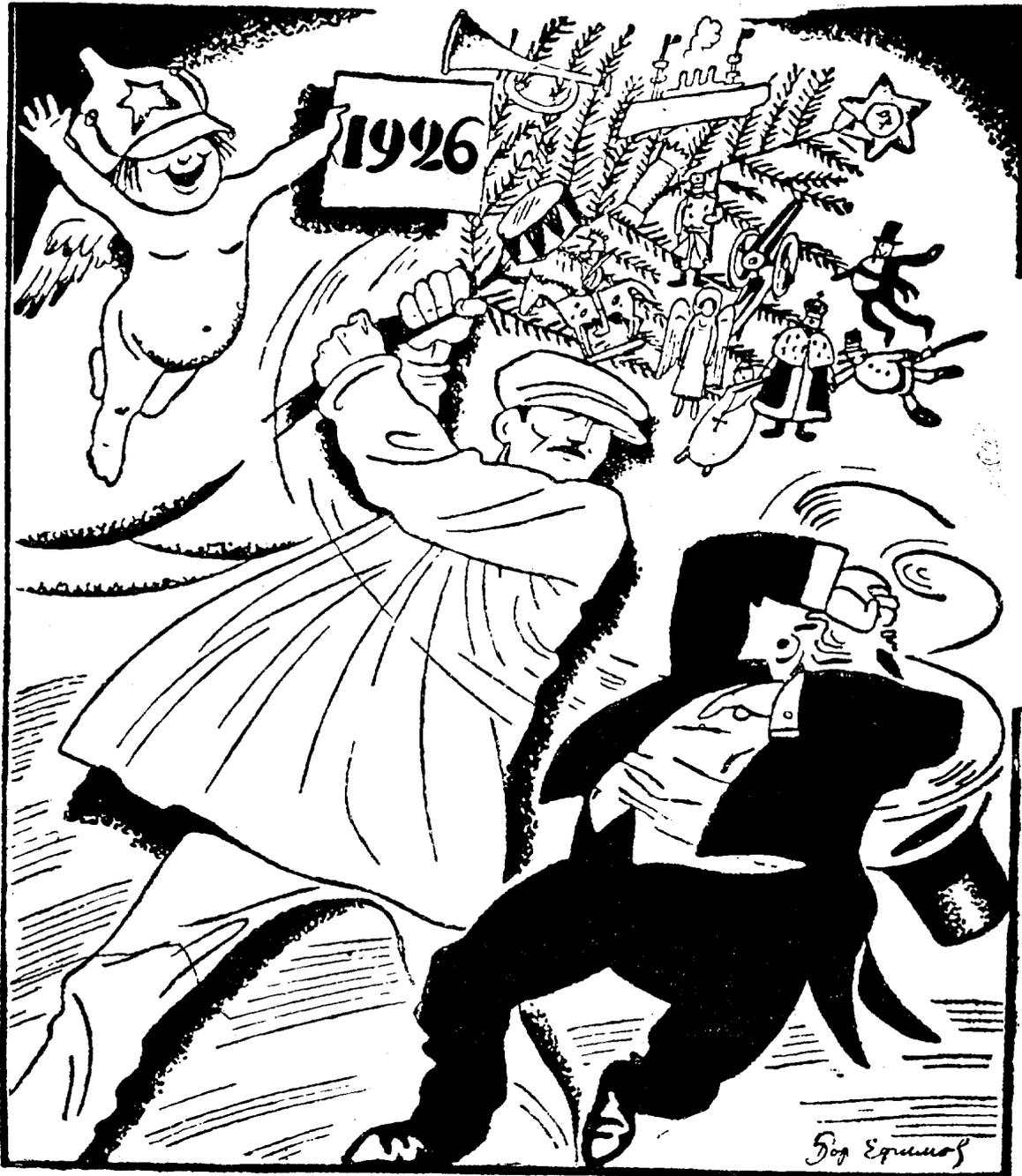
ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

125, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

*Proletaires de tous les pays, unissez-vous!* Majoration 100%.



« Paix sur terre aux hommes de bonne volonté...! »

(Dessin de Boris Efimov)

# DEUX DOCUMENTS

Depuis plus d'une année, une coterie placée à la Direction du Parti sans avoir jamais été élue par celui-ci monopolise le droit d'expression dans le Parti qu'elle s'acharne à détruire et calomnie sans vergogne tous ceux qui défendent contre elle le communisme véritable. Des hommes notoirement affligés de tares politiques, quand ce n'est pas de tares morales, dénoncent, diffament et dénigrent l'opposition communiste qui s'efforce de continuer l'œuvre du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale et de la gauche du Parti. L'opposition, ayant donné toutes les preuves possibles de patience et surabondamment démontré son

scrupule de ne pas dire un mot, de ne pas faire un geste pouvant servir de prétexte à de nouveaux déchirements du Parti, estime aujourd'hui ne plus devoir se taire plus longtemps, dans l'intérêt même de la cause qu'elle défend. En présence du refus systématique, des dirigeants indignes du Parti, de leur permettre de répondre aux calomnies dirigées contre elle, elle vient de publier en feuille volante une Réponse à la « Lettre ouverte » des dirigeants, avec une Déclaration explicative. Nous reproduisons ici ces documents, que tout le Parti et l'Internationale ont intérêt à connaître.

## LA DÉCLARATION

L'Opposition rappelle au Comité central qu'elle a maintes fois protesté contre les procédés employés à son égard par la Direction du Parti pour la discréditer aux yeux des militants mal informés.

Elle a dénoncé la pratique constante des roueries subalternes, du mensonge et de la calomnie ; elle a stigmatisé la spéculation éhontée faite sur l'attachement des militants à la Révolution russe et à l'Internationale Communiste, ainsi que sur l'ignorance des éléments nouveau-venus dans le Parti.

De tous ces moyens, le plus efficace est celui qui consiste à isoler la prétendue « droite » et à empêcher sa véritable pensée de se répandre dans le Parti. Depuis le Congrès de Clichy, ce moyen a été développé et perfectionné par le Comité Central avec une habileté et une persévérance qu'il faut reconnaître.

Sans cesse attaquée publiquement dans tous les organes du Parti, et en particulier dans l'*Humanité*, c'est en vain que l'Opposition a réclamé la liberté d'expression qu'on feignait, en paroles, de lui reconnaître.

C'est en vain qu'elle a réclamé au Comité central la publication de ses documents. Elle s'est heurtée à une volonté systématique d'étouffement d'autant plus hardie qu'elle était assurée de l'impunité, et qui vient de trouver son expression cynique dans la dernière résolution du Comité Central, déniait à l'Opposition jusqu'au droit de critique.

Lorsque, par tactique et pour alimenter sa polémique, la Direction du Parti daigne faire connaître au Parti quelque bribe de la pensée de l'Opposition, elle accompagne le document de commentaires dans lesquels la vérité est à dessein dénaturée, pour jeter le trouble et la confusion dans les esprits.

Elle ne le fait, d'ailleurs, qu'après avoir gardé l'article ou la réponse pendant de longues semaines, pour lui faire perdre tout ou partie de son intérêt et lui donner l'aspect d'une critique rétrospective inopportune. Enfin, on publie dans les *Cahiers du Bolchévisme*, qui ne sont lus par personne, les réponses aux attaques de l'*Humanité*.

C'est ainsi que nombre de jeunes camarades condamnent la prétendue « droite » sans la connaître autrement que par les appréciations intéressées de la bureaucratie du Parti. C'est ainsi que des militants, qui pensent exactement comme l'Op-

position, s'imaginent de bonne foi que celle-ci se différencie d'eux et hésitent à se confondre avec elle. Ils ne comprennent pas qu'ils ne sont que des instruments entre les mains de la Direction, et qu'ils se font inconsciemment les artisans de la dégénérescence du Parti, qu'ils déplorent.

L'Opposition signifie au Comité Central sa volonté mébranlable d'en finir avec ces pratiques qui ruinent le Parti au seul bénéfice de ses fonctionnaires. Elle ne tolérera plus qu'à la faveur de l'obscurité et du mensonge, la Direction du Parti démarque sa politique et s'en serve comme d'un masque, tout en continuant à la qualifier de politique de droite.

Elle revendique hautement le droit de faire connaître elle-même aux membres du Parti sa véritable pensée, et cela par les moyens ordinaires employés par la Direction pour répandre l'opinion officielle. Elle veut, lorsqu'elle sera attaquée dans un organe du Parti, pouvoir répondre dans le même organe et sans délai.

Si la Direction du Parti refusait, elle assumerait la responsabilité des initiatives que ne manqueraient pas de prendre l'Opposition pour assurer par ses propres moyens la publication de ses documents et leur diffusion dans le Parti.

(Texte remis au Secrétaire général du Parti le 21 décembre 1925.)

## LA RÉPONSE

« Lénine nous a appris que critiquer ouvertement nos fautes devant toute la classe ouvrière, c'est à moitié les corriger. »

(Lettre de l'Exécutif au Parti Communiste allemand.)

Le 6 décembre, les membres du Parti pouvaient lire dans l'*Humanité* une « Lettre ouverte » qui leur était adressée par une prétendue « Conférence Extraordinaire Nationale du Parti ».

C'est la première fois qu'ils entendaient parler de cette Assemblée.

Ainsi, un mois à peine après la Conférence d'Ivry, qui, au dire du Comité Central, a marqué « un pas de plus vers la bolchévisation » du Parti, et lui a « fixé toutes ses tâches », cette Conférence se trouve annulée en fait au profit d'une nouvelle assemblée.

Quelle est cette nouvelle assemblée dont chacun dans le Parti ignore l'origine et le mandat ? C'est une réunion fabriquée par le

Centre, triée sur le volet, que l'on décore du nom de « Conférence », qui se réunit et délibère à l'insu de tout le Parti, et qui s'arroge le droit de modifier la politique et la tactique du Parti...

Quant au Parti, tenu à l'écart des assemblées où se discute son sort, où se décide son avenir, il est mis une fois de plus en présence de « décisions » prises à son insu.

Il est temps d'en finir avec ces procédés anti-communistes.

### *La crise du Parti*

Quels sont donc les événements qui ont motivé la tenue de la pseudo « Conférence Nationale » ? Quels sont les événements qui ont amené la publication d'une « Lettre Ouverte » à tous les membres du Parti ?

Depuis près de deux ans, le Parti est en état de crise permanente, et l'Opposition ne cesse de dénoncer le danger et d'indiquer les remèdes.

Depuis près de deux ans, l'activité fractionnelle de la Direction a réussi à étouffer toute vie intérieure dans le Parti, tandis que sa politique éloignait le Parti des masses.

Depuis près de deux ans, la pression mécanique, l'intimidation, les exclusions administratives, la crainte des forces nouvelles ont exercé leurs effets destructifs dans le Parti. Et c'est parce que sa politique intérieure était ainsi radicalement faussée, que le Parti n'a pas su trouver accès auprès des masses. En effet, lorsqu'on emploie dans le Parti des méthodes administratives, automatiques, il est clair que ces mêmes méthodes finissent par être employées à l'égard des Syndicats et des grandes masses sans parti, et qu'on coupe ainsi les ponts qui mèneraient à la conquête de nouveaux éléments ouvriers.

Aujourd'hui, la crise est devenue si grave, l'état du Parti est tel que les mesures les plus radicales s'imposent d'urgence : c'est désormais une question de vie ou de mort pour le mouvement communiste en France.

### *La "Lettre Ouverte"*

Dans cette grave situation, la Direction du Parti ne songe qu'à ruser avec le Parti et avec l'Internationale. Obligée de déposer son bilan, elle cherche à masquer l'étendue de ses fautes, elle cherche surtout à cacher le fait que l'Opposition a eu raison et a raison sur toutes les questions.

Quels remèdes propose la Direction dans sa « Lettre Ouverte » ?

Une « rectification » de la pratique du front unique. Cette façon de parler diplomatique signifie ceci : on éprouve le besoin de renoncer aux erreurs qui ont discrédité le front unique ; on se résoudra désormais à proposer un « programme immédiat et limité » comme base du front unique. Cette façon de parler diplomatique signifie tout simplement que l'on fait volte-face pour adopter le point de vue de l'Opposition.

La Direction se rend si bien compte que les

camarades réfléchis ne s'y tromperont pas qu'elle essaie, une fois de plus, d'égarer le Parti : après avoir adopté le point de vue de l'Opposition, elle a l'audace de déclarer... qu'elle va mener « une lutte implacable » contre la « droite », contre « les quelques intellectuels d'Opposition » !

...La droite ?

Peu importe que la Direction essaie, par démagogie, de dénommer « droite » les camarades de l'Opposition. Ces camarades ont appris, à l'école de Lénine, que l'étiquette ne signifie rien, que le contenu est tout. Or, le contenu de l'Opposition n'a rien d'opportuniste ; c'est elle, au contraire, qui combat pour le marxisme révolutionnaire, contre les déviations de la Direction. Si l'on tient à donner un nom à l'Opposition, un seul convient à ce qu'elle représente : celui d' « Opposition Communiste ».

... « Les quelques intellectuels d'Opposition » ?

Autre mensonge. Comme tout le Parti, la Direction sait bien que l'Opposition Communiste a derrière elle la majorité des ouvriers actifs du Parti, et qu'il n'y a pas, dans les rangs de l'Opposition, d'intellectuels-ratés comme il y en a parmi les dirigeants du Parti.

Mais sur quoi la Direction prétend-elle baser sa nouvelle offensive contre la « Droite » ?

Sur l'affirmation que « celle-ci considère le front unique comme une coalition parlementaire et extra-parlementaire avec les chefs réformistes, coalition où le Parti perdrait toute indépendance, confondrait son programme avec les autres et renoncerait ainsi lui-même à toutes possibilités de développement pour ne devenir qu'un appendice du Bloc des Gauches ».

En affirmant cela, la Direction commet un nouveau mensonge ; une fois de plus, elle trompe le Parti.

Ce qui est vrai, c'est que l'Opposition s'est élevée contre les déformations de la tactique du front unique, contre ceux qui prétendaient faire le front unique sans les chefs. En effet, dire que nous sommes prêts à faire le front unique avec les masses et non avec les chefs, c'est scolastique pure. On pourrait tout aussi bien dire que nous consentons à mener des grèves contre les capitalistes, mais que nous ne consentons pas à entrer en pourparlers avec eux..

Mais la Direction ne se soucie pas de reproduire la véritable pensée de l'Opposition Communiste : il lui suffit d'inventer et de mentir. Cette tactique dure depuis trop longtemps pour pouvoir lui profiter encore : « Si le mensonge peut servir un moment, il est nécessairement nuisible à la longue ».

Aujourd'hui, les camarades de l'Opposition dénoncent au Parti cette dernière manœuvre : ils somment la Direction de publier un document *une seule ligne*, à l'appui de ce qu'elle ose avancer.

Mais précisément, la Direction redoute la vérité des textes : elle étouffe systématiquement, pour faciliter sa besogne de dénigre-

ment, les textes de l'Opposition Communiste.

L'Opposition qui s'étend aujourd'hui à tout ce que le Parti compte d'éléments ouvriers sains et actifs, l'Opposition ne se laissera pas brimer par ceux qui méconnaissent les principes élémentaires de la discipline, de cette discipline qui s'impose au sommet comme à la base du Parti ; elle revendique hautement son droit d'expression.

*Si la Direction persiste à fermer à l'Opposition la presse du Parti, si elle l'empêche de s'exprimer intégralement dans tous les organes où la Direction s'exprime elle-même, si encore elle diffère la publication des textes transmis, il ne restera pas d'autre issue devant l'Opposition que de porter sa pensée par ses propres moyens à la connaissance du Parti.*

*De cet état de choses, la Direction portera seule la responsabilité : qu'elle en trouve ici l'avertissement décisif.*

### Nos Solutions

On ne mettra pas un terme à la crise par des demi-mesures, en continuant à tromper le Parti sur sa véritable situation, et sur les responsables de cette situation.

On ne mettra pas un terme à la crise en proclamant que la politique et la tactique du Parti ont été justes dans l'ensemble et en disant qu'il s'agit seulement de « rectifications » de détail.

On ne mettra pas un terme à la crise en adoptant hypocritement la plate-forme de l'Opposition tout en réclamant une lutte implacable contre elle.

On ne mettra pas un terme à la crise en attribuant mensongèrement à l'Opposition, dans un but fractionnel, des idées et une position politiques qui ne sont pas les siennes.

On ne mettra pas un terme à la crise en écartant de la Direction quelques-unes des personnalités les plus compromises.

On ne mettra pas un terme à la crise en pratiquant une politique qui consiste à alterner les déviations, à tomber du gauchisme dans l'opportunisme.

Non, en agissant ainsi, on laissera s'aggraver la crise qui mène le Parti à l'isolement, qui le coupe de plus en plus des masses ouvrières.

Ce qui est nécessaire, ce qui est indispensable pour sauver le Parti, c'est un RADICAL CHANGEMENT DE COURS, effectué d'accord avec l'Internationale. Un changement de cours qui serait le retour à une politique, à une tactique, à des méthodes véritablement communistes.

Pour préciser, voici ce que réclame l'Opposition Communiste, et avec elle tout ce qu'il y a de sain dans le Parti :

1° Le rétablissement de la légalité et du centralisme démocratique dans le Parti. C'est-à-dire la fin des méthodes bureaucratiques de pression, d'arbitraire et d'intimidation ; l'élection réelle des délégués et des fonctionnaires ; la tenue de véritables assemblées délibérantes, où le Parti soit réellement représenté ; la pos-

sibilité pour le Parti de déterminer sa politique en accord avec l'Internationale. Ce retour à la légalité implique la mise à l'étude de l'organisation du Parti, et la revision des exclusions prononcées au cours de la crise ;

2° Une nouvelle politique syndicale donnant toute son importance au travail syndical, s'attachant, par un exemple et un effort incessants, à faire pénétrer l'influence communiste dans les syndicats, et non plus seulement à conquérir les postes syndicaux par des « mesures formelles ». Un des premiers objectifs de cette nouvelle politique syndicale sera de faire revivre et aboutir l'indispensable campagne pour l'Unité syndicale ;

3° Une nouvelle politique à l'égard des masses. Un autre ton. La mise en application réelle de la tactique du front unique sur des mots d'ordre susceptibles de rallier les masses. La renonciation à la surenchère et à la démagogie verbale permettra enfin au Parti d'apparaître comme le grand Parti de la classe ouvrière, susceptible d'inspirer confiance aux masses et de les mener à la bataille.

Ainsi seulement pourra se résoudre la crise qui entame l'influence et menace l'existence même du Parti. Ainsi pourra être écarté le danger que crée, dans une situation politique difficile, l'absence d'un véritable Parti communiste.

Pratiquement, l'Opposition demande la convocation à bref délai d'un Congrès régulièrement élu, après une large discussion à la base, après une lutte idéologique sérieuse dans tous les organes du Parti. Naturellement, cette discussion ne devra pas ressembler à la caricature de discussion qui a eu lieu avant la Conférence d'Ivry, où seules les thèses de la Direction ont été publiées avant les conférences de Rayons, et où les militants se sont souvent prononcés sous la menace.

Ce Congrès devra être un premier effort authentique pour régénérer le Parti et le mettre en mesure d'aller aux masses...

Devant les lourdes tâches qui nous attendent, la cohésion du Parti est plus que jamais nécessaire. L'Opposition Communiste fait un appel pressant à tous les camarades qui mettent l'intérêt du Parti au-dessus de tout, et qui veulent sincèrement travailler à son redressement sur les bases qui viennent d'être indiquées.

Vive le Parti Communiste français renoué !  
Vive l'Internationale Communiste !

15 Décembre 1925.

Pour les camarades de l'Opposition Communiste :

BARAT. — BERTRAND. — Marthe BIGOT.  
— CARRUEL. — Lucie COLLIARD. —  
DELAHAYE. — DELSOL. — DESSAY. —  
Amédée DUNOIS. — ENGLER. — FUL-  
CONIS. — GARSOT. — Germaine GOU-  
JON. — GOURGET. — GRANDIN. — HAI-  
RIUS. — HATTENBERGER. — Fernand  
LORiot. — MAHOUY. — Magdeleine  
MARX. — Sarah MENANT. — Mau-  
rice PAZ. — Marcel ROY. — THION-  
VILLE, etc.

# Le XIV<sup>e</sup> Congrès bolchevik

## *La défaite prévue et ses suites*

Le Congrès bolchévik poursuit ses discussions depuis une douzaine de jours. Les caricatures de comptes rendus de l'agence soviétique *Tass* associée à *Havas* ne donnent naturellement pas la moindre idée de ces discussions ; d'ailleurs, deux jours sur trois, les agences ne communiquent rien à la presse ; on ne sait par elles que le résultat du vote sur le rapport du Comité central, adopté par 559 voix contre 65. La *Pravda*, qui arrive avec cinq jours de retard, donne heureusement de meilleurs comptes rendus, bien qu'expurgés. *L'Humanité*, qui ne saurait manquer une occasion de se discréditer, se montre incapable de rien tirer de la *Pravda*, et donne sans discernement les pauvretés des agences.

Tous les communistes sains d'esprit comprennent maintenant l'utilité du *Bulletin Communiste*, dont la seule existence a obligé *L'Humanité* à promettre des matériaux qui seront dissimulés dans une vilaine brochure périodique confidentielle, objet du dégoût général.

Nous avons dit à nos lecteurs l'essentiel de la vérité sur les désaccords actuels du Parti Communiste russe en nous limitant strictement à ce qui pouvait être dit sans inconvénient. Tout ce que la première partie du Congrès a révélé confirme notre relation.

Dans les discussions préparatoires, le nom de Zinoviev était prononcé le moins possible, en tout cas effacé des comptes rendus. L'accentuation du conflit a fait ensuite de Zinoviev la cible de la majorité ; c'est à lui que sont portés les coups les plus violents : c'est encore lui que l'on attaque dans la personne d'une série de militants de Léninegrad ; c'est de lui que l'on exige soumission et reconnaissance des fautes commises.

Nul ne saurait prévoir dans quelle mesure Zinoviev résistera aux décisions du Congrès et aux mesures qui seront prises contre son groupe : beaucoup dépendra de lui. Mais ce qui est sûr, d'ores et déjà, c'est que le Président de l'Internationale Communiste est publiquement et ouvertement l'objet d'accusations répétées, se voit taxer de panique, de capitulation, de liquidation de la révolution, de pessimisme, de démagogie, de menchévisme, d'axelrodisme, d'antilénnisme, de révisionisme, de scissionisme, de fractionisme et d'hystérie. Quelle autorité, après cela, lui restera-t-il devant l'Internationale Communiste ? Nous nous bornons à poser la question. Que chacun, en son âme et conscience, y réponde.

**Rykov :** « Trotsky a eu raison »

Nous avons indiqué, dans le dernier numéro du *Bulletin*, les principaux problèmes débat-

tus et résumé les arguments essentiels échangés. Nous y reviendrons ultérieurement d'une façon plus détaillée. Il nous faut aussi renoncer à exposer aujourd'hui les nombreuses et intéressantes autres questions traitées par les Conférences et par le Congrès. Mais nous croyons bon, cependant, de noter encore un échange de vues significatif.

Au cours de son rapport devant la Conférence régionale de Moscou, Rykov parla du rôle de l'Amérique en des termes singulièrement analogues à ceux qui valurent à Trotsky tant d'insultes naguère. Un délégué lui posa la question suivante :

« Vous avez indiqué que l'Europe, par rapport aux Etats-Unis, devient une colonie comme les autres colonies dépendant d'autres pays impérialistes. Si c'est ainsi, alors Trotsky a eu raison quand il a dit que l'Amérique mettait l'Europe à la ration ? »

Et Rykov répondit :

« Sur la question du rôle de l'Amérique, le CAMARADE TROTSKY A EU RAISON, mais ce qui caractérise le point de vue que j'ai défendu, c'est que malgré ce rôle de l'Amérique, nous ne pouvons le moins du monde, dans notre politique, diminuer et ignorer les contradictions existant entre Etats européens. » (*Pravda* du 13 décembre.)

Il va de soi que les contradictions en question sont bien connues et que nul ne contestera les truismes de Rykov là-dessus. Mais il est temps, vraiment, de reconnaître que Trotsky avait raison : et sur les autres questions, sur la démocratie ouvrière, sur le plan, sur l'organisation de l'industrie, sur les événements d'Allemagne, sur la stabilisation relative du capitalisme, sur la période démocratique, pacifique, etc., avait-il tort ? Patience...

### La lettre de Léninegrad

La *Pravda* du 20 publiait deux documents importants laissant deviner la tournure de l'antagonisme actuel et l'âpreté que ne pouvait manquer de prendre la lutte : une lettre de l'organisation de Léninegrad (lisez Zinoviev) à celle de Moscou, et la réponse de celle-ci.

L'organisation de Léninegrad se plaint d'abord de « toute une série de discours dirigés contre notre organisation et la résolution de la conférence de Moscou, envenimée de polémique contre nous... » Elle repousse l'accusation « d'incrédulité liquidatrice » portée contre elle.

« Dans l'histoire de notre Parti, c'est la première fois que nous entendons des accusations aussi inouïes.

« Jusqu'à présent, nous n'avons remarqué de rapports ennemis envers notre organisation que du côté des ennemis du léninisme, particulièrement dans la période des deux dernières discussions avec l'opposition trotskiste. »

« Nous savons ce que pensait Lénine des ouvriers communistes de Léninegrad, combien il appréciait leur dégoût de la phrase vide, leur fermeté et leur décision. »

Suit un éloge des ouvriers de Léninegrad, par eux-mêmes, ou par ceux qui se disent leurs représentants. Lénine, le léninisme sont évoqués avec ferveur. Ce qu'on prétend à Moscou est faux, mais...

« Mais il y a des tentatives de dissimuler et de dénaturer le sens de ce qui se passe sous nos yeux, il y a des tentatives de réduire à néant la critique prolétarienne de déviations non-bolcheviques nuisibles, la critique des tentatives de révision du léninisme. »

Ainsi, on s'accuse les uns les autres de réviser le léninisme. Et, de part et d'autre, on cite copieusement Lénine pour le prouver.

Sur le capitalisme d'Etat, la lettre invoque les paroles suivantes de Lénine :

« Une série de degrés transitoires est nécessaire : capitalisme d'Etat et socialisme, afin de préparer — travail d'une longue série d'années — le passage au communisme. »

« Ce n'est pas directement sur l'enthousiasme mais à l'aide de l'enthousiasme engendré par la grande révolution et sur l'intérêt personnel, sur des considérations économiques, qu'il faut s'efforcer de construire d'abord des passerelles d'essai conduisant, dans notre pays de petite paysannerie, au socialisme par l'étape du capitalisme d'Etat, sans quoi vous n'approcherez pas du communisme, vous ne conduirez pas des dizaines et des dizaines de millions d'hommes au communisme. » (Sur le 4<sup>e</sup> Anniversaire de la Révolution d'Octobre.)

Léninegrad est d'accord pour considérer l'industrie d'Etat comme de « type socialiste conséquent ». Mais...

« Mais nous ne pouvons convenir que Lénine ait considéré comme capitalisme d'Etat seulement les concessions ou les locations. En réalité, Lénine considérait les concessions et les locations seulement comme les exemples les plus simples et les plus clairs de ce qu'est le capitalisme d'Etat dans un Etat prolétarien. »

« La liberté du commerce signifie la liberté du capitalisme, mais cela implique une nouvelle forme de celui-ci ; cela signifie que jusqu'à un certain point, nous avons de nouveau créé le capitalisme et nous faisons cela tout à fait ouvertement. C'est le capitalisme d'Etat. Mais le capitalisme d'Etat, la société où le pouvoir appartient au Capital, — et le capitalisme dans un état prolétarien, sont deux conceptions distinctes : dans l'état capitaliste, le capitalisme d'Etat signifie que le capitalisme est reconnu par l'état et contrôlé par l'état au profit de la bourgeoisie et contre le prolétariat ; dans l'état prolétarien, la même chose s'accomplit au profit de la classe ouvrière. » Ainsi parlait Lénine. (Tome 18, première partie, p. 332.)

Inutile, poursuit la lettre, de nous apprendre que notre industrie est socialiste, mais...

« ...Mais la liberté du commerce et tout ce qui lui est lié, voilà ce qu'oublie les critiques de Lénine dans la question du capitalisme d'Etat. »

Nouvelles évocations de Lénine, du léninisme, etc., puis :

« Dans la question du capitalisme d'Etat comme dans toutes les autres, nous restons sur la position de Lénine. » Suivent des considérations où le nom de Lénine est répété une vingtaine de fois. Enfin, conclusion de cette partie en ces termes :

« Les éléments socialistes de notre économie grandissent et grandissent incontestablement plus vivement, plus largement, plus fermement que les éléments du capitalisme. »

« Notre offensive sur le front économique se développe avec succès, mais malgré cela, il nous reste encore à faire de la Russie de la Nep une Russie socialiste, comme nous l'a enseigné Lénine. »

« Celui qui dissimule cela, au fond, estime que la Nep, c'est le socialisme. »

« Les « optimistes » qui démontrent, en s'opposant au « pessimiste Lénine », que nous sommes soi-disant entourés de socialisme, rendent un mauvais service à la cause de la construction authentique du socialisme. »

Après cela, on passe à la question paysanne. « On nous accuse de sous-estimer le paysan moyen et de semer la panique devant le danger koulak. » Véhémentes dénégations. « Ce n'est pas vrai, car nous sommes des léninistes. » Argumentation péremptoire s'il en fût. Et les auteurs de la lettre se vantent d'avoir « démasqué le trotskisme précisément à cause de la sous-estimation de la paysannerie ». Qu'est-ce que cela prouve ? Exactement rien du tout...

Suit une énergique accusation contre un certain Bogouchevsky, coupable d'avoir publié, dans le *Bolchévik*, un article imprégné de... koulakisme. Connaissez-vous Bogouchevsky ? Nous, pas. Boukharine affirme l'ignorer. Nul n'a jamais prêté attention à son existence. Mais Léninegrad a découvert Bogouchevsky et ne le lâche plus. Si Bogouchevsky n'existait pas, il aurait fallu l'inventer. Car il était indispensable de dénoncer une déviation, de se faire les champions du léninisme, etc. Ce Bogouchevsky s'est trouvé là fort à propos. On l'accable, parce qu'on croit atteindre Staline et Boukharine à travers lui. Le voilà célèbre en Russie...

On en arrive à « l'axelrodisme », à propos de la proposition d'augmenter démesurément les effectifs du Parti. « On accuse l'organisation de Léninegrad et ses dirigeants « d'axelrodisme », c'est-à-dire de menchévisme. » Cette accusation est aussi injuste que les autres.

« Le menchévik Axelrod a préconisé, il y a vingt ans, la formation d'un large parti ouvrier en contrepoids de l'organisation bolchevique. Et c'est cela que l'on compare avec les efforts de l'avant-garde prolétarienne pour élargir le Parti par l'admission d'ouvriers, dans la neuvième année de la dictature prolétarienne, dans une époque de progrès économique, alors que

toute la classe ouvrière-grandit en quantité et en qualité !

« Voilà où est le véritable pessimisme et l'incrédulité. Voilà où est l'authentique sous-estimation des efforts de la classe ouvrière ! »

Ainsi, les pessimistes, ce n'est pas nous, c'est vous. Les incroyables, ce n'est pas nous, c'est vous. Ceux qui « sous-estiment », ce n'est pas nous, c'est vous.

Suit une série d'affirmations où les mots de Lénine, de léninisme et de léninistes reviennent une cinquantaine de fois environ.

## La réponse de Moscou

C'est une riposte foudroyante qui vise Zinoviev, et qui l'atteint.

Après les compliments d'usage destinés aux ouvriers de Léninegrad, elle vient au fait et accuse.

« ...Une série de dirigeants responsables de votre organisation vous ont systématiquement poussés et vous poussent encore à vous écarter des traditions sacrées de l'organisation de Léninegrad. »

« Nous constatons avec la plus grande alarme et avec la plus grande amertume que des lutteurs ouvriers éprouvés... comme Komarov et Lobov, sont insultés par de nouveaux dirigeants de Léninegrad dans le genre de Safarov ou de Sarkis et sont écartés de leurs postes responsables en raison de leur fidélité au Comité central, à la vieille ligne de l'organisation de Léninegrad, ce qui favorise de nouveaux souffles de séparatisme, de criailles hystériques et d'incrédulité d'intellectuels en notre victoire. »

Autrement dit, on a fait à Léninegrad ce qui se fait ailleurs, mais en sens inverse : on a sabré les opposants

« Pourquoi le Comité de Léninegrad a-t-il mis à l'écart Zaloutsky, un de vos dirigeants ? Pour cette raison que, se plaçant avec une série d'autres camarades sous l'influence de l'idéologie menchevico-oustrialovienne, il a accusé le Comité central de dégénérescence et de thermidorisme, c'est-à-dire d'une politique de restauration de l'ordre bourgeois. »

(Oustrialov est un professeur libéral dont un ouvrage a récemment servi de thème à une réfutation de Boukharine. Lui aussi, comme Bogouchevsky, se voit soudain conférer une importance démesurée, sans savoir pourquoi ni comment. Et voici une nouvelle maladie : l'oustrialovisme... Hélas !)

Donc, d'après le bras gauche de Zinoviev, Zaloutsky, le Comité central russe est atteint de « thermidorisme ». Il ne manquait plus que cela.

« Et maintenant, après que Zaloutsky eût soulevé contre le Comité central une accusation directe, inouïe, incohérente, renforçant les allusions de l'ancienne opposition, Zaloutsky est élu comme délégué au 14<sup>e</sup> Congrès, en récompense de son crime contre le Parti, sur l'initiative de vos dirigeants !

« Est-ce que cela n'est pas significatif ? Ko-

marov et Lobov échouent en raison de leur fidélité au Parti et on élit démonstrativement Zaloutsky pour son attaque contre le Parti. C'est là un fait inouï dans l'histoire de l'organisation de Léninegrad. C'est l'abandon de ses traditions. C'est une capitulation devant l'idéologie bourgeoise. Voilà un fait des plus criants. »

Après cet échange d'accusations un peu rudes, on nous raconte un peu de ce qui s'est passé au Bureau politique, en mettant en cause Zinoviev et Kamenev :

« Autre fait : il n'y a pas si longtemps, Kamenev et Zinoviev ont défendu au Bureau politique un point de vue selon lequel nous ne pourrions pas résoudre nos difficultés intérieures en raison de notre retard technique et économique, si la révolution internationale ne vient pas nous sauver. »

Il n'en fallait pas tant pour se faire traiter d'incrédulés, de pessimistes, etc.

« Zinoviev et Kamenev ne sont pas Bogouchevsky ; ils sont des chefs du Parti reconnus. D'autant plus dangereuse est leur erreur. Si on l'examine à la lumière des jugements de Zaloutsky sur la dégénérescence du Comité Central et sur notre thermidorisme, alors l'idéologie d'incrédulité liquidatrice se dresse dans toute sa taille. »

Nous ne prenons naturellement pas la responsabilité de ce style effarant : une idéologie d'incrédulité liquidatrice qui se dresse dans toute sa taille ! C'est à frémir. A noter que nous nous efforçons d'embellir la forme, de l'alléger, en traduisant

Les Moscovites passent ensuite aux grosses questions débattues. Ils citent Zaloutsky, celui qui agite le spectre de Thermidor, et qui lui-même citait, naturellement, Lénine :

« Ce que nous avons maintenant dans l'essentiel », c'est ce que Lénine appelait « le capitalisme d'état ».

Cette affirmation de Zaloutsky lui vaut l'accusation de reviser le léninisme. Suivent quelques répétitions de ce qui a déjà été dit plus haut ou ailleurs.

« Vous écrivez que vous êtes d'accord avec Lénine. Mais pourquoi Zinoviev, dans son livre *Le Léninisme ne nous parle-t-il nulle part ouvertement, clairement et nettement de ce que disait Lénine, selon qui nos entreprises d'État sont d'un « type socialiste conséquent » ?*

« Pourquoi Zinoviev, composant son livre pour les neuf dixièmes de citations de Lénine, cache-t-il sur cette question de la plus grande importance la position claire de Lénine ?

« Est-ce que ce n'est pas là aussi une révision du léninisme masquée ? »

Voici donc Zinoviev accusé, non seulement d'avoir dit ceci, mais encore de n'avoir pas dit cela. Exactement, le procédé employé contre l'opposition l'an dernier. Révision du léninisme ! Exactement comme l'an dernier... Chacun son tour.

« Zinoviev, dans son livre sur le Léninisme, écrit sur le fond de la question exactement

comme Zaloutsky avant que celui-ci ait reconnu son erreur.

« Est-ce que même dans nos trusts d'état contemporains, dans leurs opérations, dans leur système de travail, dans leur encerclement, il n'y a pas d'éléments de capitalisme ? Est-ce que les ouvriers, les paysans, le peuple, ne voient pas, ne sentent pas cela ? »

« Est-ce que les ouvriers n'en sentiront pas toute la fausseté, si nous leur apportons des phrases douçâtres affirmant que tout cela est le socialisme ? »

Cette citation de Zinoviev est suivie, comme il convient, d'une copieuse réfutation, composée d'ailleurs surtout d'affirmations, comme celle-ci :

« Zinoviev appelle des « phrases douçâtres » les affirmations léninistes sur le caractère socialiste de notre industrie d'état qui est encore pauvre, misérable, arriérée, mais qui malgré tout est notre industrie d'état socialiste. »

On reproche encore à Zinoviev de n'avoir pas voulu voter, au Bureau politique, le passage des thèses de Boukharine sur le capitalisme d'état (cité dans le dernier numéro du *Bulletin Communiste*).

Submergé de réfutations et de citations de Lénine, Zaloutsky « a reconnu son erreur ». Cela n'est pas suffisant :

« Mais nous arriverons à ce que Zinoviev, et Evdokimov, et Sarkis, et Savarov, fassent de même, car nous sommes ici en présence de déviations antiléninistes évidentes, d'une évidente révision du léninisme devant laquelle le Parti ne peut pas passer outre. »

La lettre de Moscou traite ensuite la question paysanne.

« Dans le texte initial de l'article-programme de Zinoviev : Philosophie de l'époque, le paysan moyen était tout à fait absent ! »

« ...C'est seulement sur l'insistance de proches camarades du Comité central que Zinoviev a parlé du paysan moyen. »

Il est dur de s'entendre dire de telles choses quand on a fait profession d'accuser Trotsky de « sous-estimer la paysannerie » ! Zinoviev, lui, a complètement oublié le paysan moyen, c'est-à-dire « la figure centrale de toute notre politique », disent ses adversaires.

Et Kamenev, comme par hasard, de son côté, a commis le même crime :

« Kamenev a fait un rapport au plénum du Comité de Moscou. Et quoi ? Chez Kamenev aussi, le paysan moyen a disparu, bien qu'on ne puisse concevoir l'époque actuelle sans ce paysan moyen. Des camarades du Comité Central ont corrigé Kamenev, qui a introduit une phrase sur le paysan moyen dans le rapport imprimé. »

On devine combien de fois il peut être question de Lénine et du léninisme, à ce propos. Nous renonçons à dénombrer. Taxé pour la n-ième fois de sous-estimation, de sur-estimation, de liquidation et d'attentat contre le léninisme, Zinoviev n'en est pas encore quitte.

« Et d'un autre côté, Zinoviev, parfois, ne remarque pas du tout la paysannerie. Ainsi, enseignant aux nouveaux camarades l'his-

toire de notre Parti bolchevik, Zinoviev écrit :

« En 1903, voici quel était le tableau. Trois forces essentielles s'opposaient : l'autocratie tsariste, la classe ouvrière et la bourgeoisie libérale. » (*Histoire du Parti Communiste russe*, p. 92.)

Cette fois, Zinoviev a perdu de vue les cent millions de paysans. Pas de chance. Mais que dire de cette *Histoire du Parti Communiste russe*, répandue à des millions d'exemplaires, et maintenant dénoncée comme contraire au léninisme ? La réponse de Moscou réfute implacablement :

« Lénine a écrit que la question agraire paysanne est la base de toute la révolution de 1905. En cela était le fond du léninisme. Et Zinoviev ne l'a pas vu : d'après son livre, la paysannerie a complètement disparu. »

On emploie aujourd'hui contre Zinoviev les procédés dont celui-ci a usé l'an dernier contre Trotsky : on fouille dans son passé, dans ses écrits antérieurs, pour y trouver matière à polémique. Et dans la prose de l'ami Zinoviev, on n'a que l'embarras du choix.

Suit une ratiocination sur la coopération, d'où il résulte que Lénine avait dû dire... tandis que Safarov dit que... Mais citons encore. D'abord, Lénine : « La coopération, dans nos conditions, coïncide complètement avec le socialisme. » Ensuite, Safarov : « De toutes les formes de capitalisme d'état, le capitalisme d'état coopératif représente, etc. »

Et Safarov de s'entendre dire une fois de plus : « C'est une révision du léninisme. » Cependant que lui, fortement armé des *Oeuvres complètes* de Lénine, ne se prive pas de démontrer, dans la *Pravda* de Léninegrad, que ce sont les rédacteurs de la *Pravda* de Moscou qui révisent le léninisme...

Voici la question de l'agrandissement du Parti.

« Dans notre Parti, sur un million de membres, il y a environ 600.000 non-ouvriers de l'établi. D'après Sarkis, ils devraient constituer 10 %, c'est-à-dire la dixième partie du Parti. Le Parti entier devrait alors être dix fois plus nombreux, c'est-à-dire compter six millions de membres. »

Dans un numéro antérieur de la *Pravda*, il était dit : 400.000 non-ouvriers. Cette fois, c'est 600.000. A deux cent mille près, cela n'a pas d'importance... Jugez de la valeur de ces polémiques.

Enfin, nous approchons de la conclusion.

« A l'heure actuelle, alors que Lénine n'est plus parmi nous, la prétention de certaines personnes au monopole du léninisme 100 % est en vérité ridicule. »

Tout à fait juste. Mais ce qui est ridicule à Léninegrad ne l'est-il pas également à Moscou ?

« Nous constatons avec douleur que les tentatives révisionnistes d'une série de camarades de Léninegrad ont conduit à une infraction évidente des enseignements de Lénine sur l'organisation, à des tentatives d'utiliser l'organisation de Léninegrad comme centre de

*lutte contre la majorité du Parti et du C. C. »*  
Le tout se termine sur les formules d'usage.

### La discussion au Congrès

Il semblait que tout eût été dit avant le Congrès, dans les assemblées régionales et dans la presse. Il n'en était rien : on a éprouvé le besoin de répéter quelques milliers de fois les mêmes accusations, et même d'y ajouter, au Congrès même. Et à quoi bon ?

La discussion a été ouverte par les rapports du Comité Central, faits par Staline et Molotov, deux des secrétaires, sur les cinq que compte le C. C. La délégation de Léninegrad exigea que Zinoviev ait le droit de prendre la parole, comme co-rapporteur.

Ce fait provoqua une émotion intense. Jamais on n'avait vu cela. Tous les orateurs proclamèrent que c'était là quelque chose d'inouï, d'inconcevable, d'alarmant. Voici par exemple les premières paroles d'un nommé Rioutine :

*« Le co-rapport est fait par un membre du Bureau Politique du C. C., le co-rapport est fait par le Président de l'Internationale communiste, dont la voix doit naturellement être écoutée, non seulement des membres du P. C. russe, mais aussi des membres des autres partis communistes unis dans l'I. C. ! »*

Boukharine commença ainsi son intervention :

*« Nous avons devant nous, à ce Congrès, un phénomène exceptionnel, extraordinaire, dans la vie de notre Parti. Sur le rapport du C. C. intervient un co-rapporteur, un membre du Bureau politique du C. C. ! »*

Et après avoir répété cela plusieurs fois sous diverses formes, Boukharine souligna :

*« Pourquoi dis-je tout cela ? Pour que tout le Congrès, pour que vous-mêmes, camarades de Léninegrad, compreniez qu'il s'agit de la plus lourde crise intérieure de notre Parti. »*

Les discours de Staline, de Molotov et de Zinoviev tiennent plusieurs immenses pages, de huit colonnes chacune, de la *Pravda*, sans compter les discours de conclusion. Il ne faut donc pas songer à les reproduire intégralement ici. Et même pour en faire une analyse sérieuse, nous devons renvoyer ce travail à un numéro suivant, le *Bulletin* ne pouvant consacrer ses seize pages à une seule question. D'ailleurs, les orateurs en question ne firent que répéter tout ce qui avait été déjà dit, et dont nous avons donné un aperçu.

Cent cinquante orateurs demandèrent la parole, derrière Zinoviev ! Un peu moins de la moitié seulement réussirent à se faire entendre. Nous essaierons de tirer de toutes ces interventions ce qui est le plus assimilable.

Pendant le Congrès, la *Pravda*, au moyen de ses éditoriaux, de son compte rendu, et des « adresses » très spontanées votées un peu partout à tiré à boulets rouges sur l'opposition de Léninegrad. Voici un échantillon de cette artillerie (*Pravda*, Editorial, 22 décembre) :

*« C'est seulement des camarades irrespon-*

*sables, sans consistance politique, qui peuvent s'engager dans une telle voie d'incendier de discussion le Parti. Le Parti ne veut pas de discussion et ne discutera pas. Il rappellera à l'ordre les camarades tombés dans l'hystérie. »*

Le Parti ne veut pas de discussion ? C'est bien vite dit. Le Parti ne discutera pas ? Alors, que serait-ce s'il discutait... Mais la discussion est circonscrite aux « sommets » de « l'appareil » ? Reste à savoir si c'est conforme à l'intérêt de la Révolution. L'analyse des débats, que nous donnerons ici, permettra aux communistes internationaux qui nous lisent de se faire une opinion éclairée là-dessus. Souhaitons que notre parti frère de Russie ne sorte pas amoindri de cette nouvelle crise et qu'au contraire, il sache, en instaurant enfin la démocratie ouvrière plusieurs fois décidée par ses Congrès, tirer profit de cette crise pour en éviter de nouvelles de même espèce.

**Boris Souvarine.**

P.-S.— Les agences *Tass* et *Havas* associées ont trouvé moyen de se surpasser, en communiquant aux journaux, le 29 décembre, des nouvelles absolument inintelligibles sur l'attitude du Congrès à l'égard du rapport sur le rôle des représentants russes à l'Exécutif de l'Internationale. Il serait temps, en l'an de grâce 1926, d'organiser enfin une information décente sur la Russie révolutionnaire. Voici des années que dure ce scandale : les agences soviétiques *Rosta* et *Tass* rivalisant avec les agences bourgeoises pour abasourdir et égayer l'opinion ouvrière.

A noter que l'*Humanité* du 30, elle aussi, s'est surpassée : pas une ligne sur le Congrès russe !

## Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro : 75 centimes

ABONNEMENTS :	France	Etranger
3 mois.....	10 fr.	15 fr.
6 mois.....	18 fr.	25 fr.
1 an.....	35 fr.	45 fr.

*Prière d'adresser :*

Tout ce qui concerne la Rédaction à Boris SOUVARINE, 123, rue Montmartre, Paris.

Tout ce qui concerne l'Administration à GUILLOU, 123, rue Montmartre, Paris.

### L'extrême abondance des matières

nous oblige à renvoyer au prochain numéro la publication des articles suivants :

*Légereté ou Balourdise ?* de Nicolas MOREAU ;

*Le problème agraire en France*, de Jean ROCHE ;

*Où va la France ?* de VÉRO ;

et diverses chroniques.

Nous espérons pouvoir insérer, dans notre prochain numéro, tout l'arrière.

# Le communisme en Angleterre

OU

## AVANT-HIER, HIER, AUJOURD'HUI et DEMAIN

Il y a un mois, le camarade Boris Souvarine m'écrivit pour me demander « quelque chose sur le mouvement britannique ». « Actuellement, par exemple, disait-il, les communistes français ne comprennent rien à la défaite communiste de Liverpool succédant à la victoire de Scarborough. Il serait bien utile d'expliquer cela au public continental. »

Je ne sais pas si j'approuve la tentative de Souvarine de ressusciter le *Bulletin Communiste*. Je ne veux certainement pas prendre parti dans les controverses qui désolent le mouvement français. Mais j'aime Souvarine et le *Bulletin* m'intéresse. Les meilleurs vœux que je puisse faire pour les deux, c'est que Souvarine soit bientôt réintégré dans le Parti et que le journal qu'il rédige soit de nouveau un organe du Parti. Cependant, je ne puis pousser ma conception de la « discipline du Parti » jusqu'à repousser la requête d'un homme avec qui j'eus de si utiles et intéressants entretiens à Moscou et à Paris. Donc, je m'exécute !

### Ce que signifie Scarborough

Les décisions du Congrès de Scarborough ne doivent pas être considérées simplement comme une victoire pour le Parti communiste. Pour le communisme, dans son acception la plus large, oui. Ce fut une victoire des principes communistes et, dans une certaine mesure, une victoire de la tactique communiste. *Mais le Parti communiste britannique ne joua, en cela, qu'un très petit rôle — directement.*

Le Congrès syndical tenu, il y a quelques mois, à Scarborough, fut l'expression d'un de ces mouvements naturels du pendule quittant le côté politique du mouvement pour se porter vers son côté « industriel ». (J'emploie ces termes : « industriel » et « politique », dans le sens étroit que le mouvement syndicaliste leur a donné. Naturellement, tout communiste sait que le mouvement ouvrier comme un tout travaille pour des fins politiques, soit qu'il trouve son expression par le moyen du Parlement ou par le moyen des syndicats.)

L'expérience du gouvernement de Mac Donald ou du « Travail au ministère, mais pas au pouvoir », de ministres travaillistes d'origine ouvrière assistant aux « levers » du roi en habits de cour, et de ministres travaillistes d'origine bourgeoise et même aristocratique, ayant toute licence de montrer que « plus ça change, plus c'est la même chose » — ceci et des choses analogues avaient dégoûté les ouvriers du rang du jeu parlementaire.

Mac Donald et ses collègues, adeptes de ce jeu, avaient pratiqué la collaboration de classe ; beaucoup parmi eux avaient proclamé ouvertement la sainte doctrine de la collaboration de classe et dénoncé « la doctrine diabolique de la guerre de classes ». Par suite, les ouvriers organisés étaient impatients d'affirmer une fois de plus l'aspect révolutionnaire de la lutte prolétarienne, d'insister sur le fait que toute avance réelle de la cause des travailleurs doit s'appuyer sur la force donnée par les syndicats, sur une poursuite ardente de la guerre de classes. Ils voulaient répudier le

réformisme et la social-démocratie et endosser la conception communiste du mouvement ouvrier. Étant Britanniques et insulaires, étant « pratiques » avant tout, ils ne formulèrent pas leur point de vue en un langage théorique, mais c'est cela que Scarborough signifie.

La vieille garde du mouvement ouvrier, les leaders du Parti ouvrier parlementaire, sont des libéraux comme Mac Donald, des hommes à penchants religieux comme Henderson, des fabiens comme Webb, des carriéristes comme J.-H. Thomas. Quelques-uns sont nés dans la classe ouvrière, mais tous sont des petits-bourgeois par leurs conceptions. Ces hommes tiennent le Labour Party dans leur poche, mais ils ont beaucoup moins de pouvoir sur le Congrès syndical.

Et, à Scarborough, une nouvelle influence s'est fait sentir pour la première fois, l'influence du mouvement minoritaire, représentant environ un dixième des ouvriers organisés de Grande-Bretagne, l'élite révolutionnaire. C'est là que le Parti communiste entre en jeu. Le mouvement minoritaire dans les syndicats n'est pas le P. C., mais c'est le fruit de l'inspiration communiste et du labeur communiste. Il serait trop long d'exposer les choses en détail ici et, sans doute, vous les connaissez. Le mouvement minoritaire est l'enfant britannique de l'U. S. R. Il représente la tentative, une tentative heureuse, de la minorité révolutionnaire de travailler au sein des syndicats et de les pousser à gauche.

Le second congrès du mouvement minoritaire fut tenu à Londres, à la veille du Congrès de Scarborough, en temps opportun pour exercer une influence maximum à Scarborough et mettre à même les délégués de la minorité d'exercer la pression d'une politique logique et cohérente — pression hors de proportion avec leur nombre. Une minorité ardente et active est capable, à de certains moments, d'ébranler la majorité. C'est pourquoi la conception révolutionnaire, communiste, du mouvement ouvrier trouva un écho à Scarborough — jetant l'alarme parmi la bourgeoisie, l'alarme et le dégoût parmi les réformistes. Ceux-ci rassemblèrent leurs forces. Ils avaient été battus sur un terrain qui n'était pas de leur choix. Au Congrès du Labour Party, ils choisiraient le terrain et prendraient une revanche d'une défaite temporaire.

### Le Prélude du Vendredi rouge

Mais il y avait eu un prélude important et une indication évidente au réveil de l'impulsion révolutionnaire. On se souvient qu'en 1921, à l'époque du lock-out des mineurs, ceux-ci avaient été battus par suite de la dislocation de la Triple-Alliance — mineurs, cheminots, ouvriers des transports — dont J.-H. Thomas fut, en grande part, responsable.

Le jour où les mineurs furent lâchés est connu comme le « Vendredi noir ».

Quelques semaines avant le Congrès de Scarborough, une nouvelle attaque fut déclenchée contre les mineurs par les seigneurs du charbon. Cette fois, les syndicats des autres industries de base se rassemblèrent autour des mineurs et, une fois de plus, un vendredi (le Vendredi rouge !), des

dispositions furent prises qui mirent le gouvernement en face d'une grève générale au cas où l'attaque ne serait pas immédiatement enrayée.

Le stratagème auquel eut recours le Premier ministre Baldwin consista à accorder un subside aux propriétaires de mines — système qu'il avait déclaré, juste avant le Vendredi rouge, être « absolument hors de question ». Mais la lutte décisive entre les mineurs et leurs exploités est seulement ajournée et, des deux côtés, on rassemble ses forces pour mai prochain. Tout ce qui s'est passé depuis « le Vendredi rouge » doit être interprété à la lumière de ce conflit pendant.

### *Campagne de presse anticommuniste*

Un autre fait qu'il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit, c'est que, après le « Vendredi rouge » et le Congrès de Scarborough, il y eut une reprise de la campagne de presse contre le « péril rouge », une reprise des assauts contre le communisme qui avaient aidé les conservateurs à s'assurer une majorité écrasante aux dernières élections parlementaires. Le travaillisme n'était que le communisme dissimulé sous un masque : tel était le refrain quotidien de la presse bourgeoise.

Il était naturel que les réformistes répondissent en montrant avec insistance qu'ils avaient complètement échappé à la contamination du communisme haï. Loin d'eux toute idée de révolution ! Le Congrès de Liverpool montrerait au monde combien injuste était l'accusation que le Labour était infecté par le bacille rouge ! Pâle, du pâle le plus pâle était la bannière du Labour Party britannique !

### *Ce que signifie Liverpool*

L'objet fondamental du Congrès de Liverpool pour les chefs réformistes, c'était de se dissocier, eux-mêmes et le Labour Party, du communisme. Ce but fut, semble-t-il, pleinement atteint.

La manœuvre fut habilement conduite. Les communistes eurent toute liberté pour intervenir au Congrès. Si l'on avait perçu quelque tentative d'étouffer la discussion, une atmosphère d'hostilité à la présidence et à la direction du Parti aurait pu se créer. Mais les communistes furent autorisés à parler autant qu'ils le désiraient — et à apparaître ainsi, aux yeux des délégués, comme rien d'autre que des bavards et des obstructionnistes.

Pendant une grande partie des débats, le président sembla n'avoir d'yeux que pour les communistes. Sauf pour les réponses « officielles » des leaders, nul, sauf les communistes, n'avait chance de parler. L'habile manœuvre eut le résultat désiré. Les autres délégués commençaient à dire : « Il n'y aura pas de paix dans le Parti aussi longtemps que ces communistes y seront admis ».

Avant tout, il faut se rappeler la fonction essentielle du Labour Party. Il ne fut que le développement d'une organisation appelée « Comité pour la représentation du Travail » et son but fondamental est toujours le but que ce Comité s'était assigné. C'est une alliance de syndicats et de groupements socialistes conclue non pour préparer la révolution sociale, mais simplement pour enlever le plus de sièges possible aux élections parlementaires.

Théoriquement, chaque syndiqué est membre du Labour Party. En fait, beaucoup votent « tory » ou « libéral » aux élections, n'ayant pas assez de conscience de classe même pour donner leurs voix aux candidats travaillistes. Ceux d'entre eux qui sont vraiment « travaillistes » tendent à considé-

rer le Labour Party comme existant seulement, ou principalement, pour assurer le succès parlementaire. Ils croient que la « Red Letter » (un faux présenté comme une lettre de la Troisième Internationale à la veille des dernières élections générales) contribua beaucoup à assurer l'écrasante victoire conservatrice, et quand des chefs parlementaires expérimentés comme Mac Donald leur disent qu'ils perdront encore les prochaines élections à moins qu'ils ne répudient ces damnés communistes, ils écoutent la voix de l'enjôleur.

Le gouvernement conservateur, bien que fort numériquement, est ébranlé. A tort ou à raison, beaucoup croient qu'il y aura de nouvelles élections avant un an. La décision d'expulsion des communistes prise à Liverpool fut préparée par des hommes qui ont constamment leurs doigts sur le poids du corps électoral. Ce n'est qu'une manœuvre électorale.

Les dirigeants du Labour Party disent aux électeurs : « Bonnes gens, vous haïssez les communistes ? Nous aussi. Avec eux, nous n'avons rien de commun. Nous les avons jetés dehors. Quand les élections viendront, votez pour nos bons candidats travaillistes qui restent sur la route tranquille des réformes pacifiques. Une révolution n'a que faire dans cette île heureuse. » Liverpool fut une victoire temporaire du « macdonalisme » sur un terrain choisi par les parlementaires et les réformistes.

### *Les Communistes persécutés*

Le résultat immédiat de la décision de Liverpool fut le déclenchement de persécutions gouvernementales à l'égard des chefs du Parti communiste. Cette décision a été caractérisée comme l'action de jeter les communistes dans la gueule du loup. Sous cette forme, c'est exagérément dur.

Jeter quelqu'un dans la gueule du loup est un acte délibéré, accompli par des personnes qui souhaitent que le loup dévore leurs victimes. Je ne crois pas que les chefs du Labour Party désiraient voir les persécutions gouvernementales s'abattre sur les communistes. Avant la guerre et la Révolution russe, Mac Donald était mon ami. Je le considère maintenant comme un des instruments les plus dangereux de la réaction en Angleterre et peut-être en Europe. Mais je ne crois pas qu'il souhaitait les persécutions.

En cette matière, il a certainement manqué de clairvoyance, car nombreux étaient ceux qui, moins esclaves du sens parlementaire, s'attendaient à ce que le vote de Liverpool fût suivi d'une attaque ouverte du gouvernement contre les communistes, comme prélude à une attaque générale contre la classe ouvrière.

Après Scarborough, les autorités hésitaient. Elles sont soucieuses de ne pas provoquer sans nécessité le mouvement ouvrier. Leur interprétation du Congrès de Liverpool fut que le mouvement ouvrier se désintéresserait complètement de ce qui pourrait arriver aux communistes, aussi longtemps que ceux-ci seraient hors du Labour Party. Si Joynson Hicks tenait les révolutionnaires sous les verrous, ils donneraient moins de troubles à tous les intéressés...

En tout cas, ni Mac Donald, ni Joynson Hicks, ni personne, sauf les communistes, ne put prévoir ce qu'allait être le résultat des persécutions.

### *L'Effet des persécutions*

Mais les communistes le prévoyaient. Pour ma part, aussitôt que j'appris la nouvelle, je m'écriai : « Hourra ! C'est ce que nous attendions ! » Naturellement, il est désagréable d'aller en prison,

comme vous le savez, camarade Boris, et en Angleterre la loi ne fait qu'une mince différence entre les prisonniers de droit commun et les prisonniers politiques. Mais, durant tout le procès, la bonne humeur n'abandonna pas les douze accusés et je pense qu'il en est ainsi à la prison de Wandsworth où ils ont été incarcérés. L'un d'eux s'est mis à l'étude du français, d'autres à celles de l'allemand, du russe. Ils ne perdront pas leur temps. D'autres camarades ont pris les places qu'ils laissaient vides et le travail continue.

Mais ce ne sont là que des considérations secondaires. Le point principal, c'est la répercussion dans le mouvement ouvrier, industriel ou politique. Les travailleurs britanniques sont faibles dans le domaine de la théorie, mais ils comprennent l'action. Ils savent que l'attaque des réactionnaires contre les communistes doit signifier que les communistes mènent le bon combat de la classe ouvrière ; il n'est pas besoin d'arguments pour les convaincre que les hommes qui ont été emprisonnés sont leurs meilleurs amis, quoi qu'en puissent dire les chefs réformistes.

Il y a eu, dans la classe ouvrière, une indignation, une poussée révolutionnaire telles que ce pays n'en a pas connues depuis plus de cinq années. Le gouvernement est désagréablement surpris. Et, ce qui est beaucoup plus important, les réformistes, Mac Donald et Cie, se trouvent contraints, même lorsqu'ils continuent à répudier le communisme, à appuyer l'agitation croissante en faveur de la libération des prisonniers.

Simple tactique parlementaire ? D'accord ! La liberté de parler est une bonne devise pour soulever un électorat stupide contre un gouvernement réactionnaire. Mais tandis qu'à Liverpool cette tactique était l'affaire essentielle, maintenant elle se trouve rejetée au second plan. Grâce au procès des communistes, tout le mouvement ouvrier a subi une sérieuse poussée à gauche.

On connaît la vieille plaisanterie sur l'homme qui dit : « Je suis leur chef : je dois les suivre ! » C'est ce qui se passe aujourd'hui. Au Parlement, les réformistes vocifèrent bien plus bruyamment que les communistes non emprisonnés et le *Daily Herald*, journal réformiste, est tout aussi indigné que le *Workers' Weekly*, organe du Parti communiste. Dans quelle mesure, dans les deux premiers cas, la sympathie et l'indignation sont-elles sincères, je vous le laisse à penser. Mais le *Daily Herald* et Mac Donald et Cie doivent marcher avec la masse : sinon, celle-ci les laisserait tomber. Et la masse est en colère. La masse qui compte : les travailleurs organisés, le prolétariat.

### Position particulière du Parti communiste en Angleterre

Dans le premier numéro de votre nouvelle série du *Bulletin Communiste* (23 oct. 1925, p. 6), vous citez Marx et Engels : « Les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat en général. » (Comme les mots du célèbre *Manifeste* sonnent bien à travers le temps !) Vous citez cette phrase en guise de critique du Parti communiste français. Ces discussions intérieures ne sont pas mon affaire. Mais ici, en Angleterre, le Parti communiste avance indiscutablement sur la voie du *Manifeste* de 1847 et les ouvriers (dont la majorité sait à peine ce qu'est le communisme) commencent à le reconnaître.

Les travailleurs britanniques, lents à comprendre et à se mouvoir, commencent à se rendre compte que les communistes forment l'avant-garde de ceux qui luttent pour les intérêts de la classe

ouvrière et ils commencent à se demander si les leaders réformistes du Labour Party luttent pour ces intérêts, et à en douter. Dans les lointaines vallées du Pays de Galles, dans les taudis du Pays noir, dans les faubourgs de Birmingham, Liverpool, Manchester, Glasgow et cent autres villes lugubres, ceux qui, hier, ne voulaient rien savoir des communistes, se rendent compte, aujourd'hui, que, comme le dit le *Manifeste*, « les communistes sont, en fait, la section la plus avancée et la plus résolue de la classe ouvrière », comprenant que les vrais chefs sont les hommes emprisonnés et que les leaders réformistes ne sont que les chefs aveugles des aveugles. N'est-ce pas là un grand pas en avant ?

Le Parti communiste occupe, dans ce pays, une position particulière que les camarades étrangers ont quelque peine à comprendre. Sept millions de syndiqués et seulement 5.000 communistes. Que signifie cela ? Les travailleurs britanniques dorment-ils ? Oui, c'est un petit parti, mais il a une influence considérable et il est destiné à en avoir une plus grande sans peut-être devenir jamais, numériquement, un grand parti. Mais sans être un *Parti de masses*, il peut avoir une *influence de masses*. Et cela sera vraisemblablement son rôle dans l'époque précédant la révolution prolétarienne.

En résultat des poursuites, l'effectif aura probablement doublé en quelques mois, mais même alors il ne sera qu'un petit parti. N'oubliez pas que, pour chaque communiste inscrit au Parti, il y avait dix sympathisants. Maintenant, au lieu de dix, il y en a cent. Tel est le résultat essentiel, jusqu'à présent, des poursuites.

A la page 4 de votre second numéro (30 octobre), vous écrivez : « Notre Parti anglais, à l'effectif infime, a reçu un nombre de voix plus que dérisoire aux élections et a subi, au récent Congrès de Liverpool du Labour Party, une cuisante défaite ». Je me suis déjà occupé du second point. Quant au premier, c'est peut-être tant mieux pour notre P. C. s'il n'a réuni que si peu de voix et ne possède qu'un représentant aux Communes. Est-ce que ce que vous appelez la « social-démocratisation du Parti communiste français » n'est pas, dans une grande mesure, un effet de ses succès parlementaires ? Je ne suis pas anti-parlementaire. (Je suis très discipliné !) Mais, personnellement, j'incline à considérer toute campagne électorale des communistes en Grande-Bretagne comme un gaspillage de forces.

Quelques communistes élus par des circonscriptions bigarrées comme Battersea ou Notherwell, peuvent faire du bon travail. Mais nous n'aurons jamais, avec le système électoral actuel, beaucoup de communistes au Parlement, aussi longtemps que nous serons exclus du Labour Party. Quand nous aurons été admis par celui-ci (ce qui sera vraisemblablement le cas avant la fin de 1926), les votes donnés à nos candidats ne pourront être distingués des votes travaillistes en général.

L'Angleterre est un étrange pays. Le problème révolutionnaire y est peut-être plus compliqué que nulle part ailleurs. Nous n'avons pas de paysannerie. Peut-être est-ce un avantage par certains côtés, mais nous n'avons pas de paysannerie parce que nous sommes complètement industrialisés, et, depuis la guerre, nous sommes devenus surpeuplés d'une manière désespérante. Que l'Angleterre ne puisse se nourrir elle-même importe peu, aussi longtemps qu'elle trouve d'abondants marchés pour ses produits manufacturés. Mais les marchés se sont réduits, tandis que la population continue à croître. Il peut y avoir d'autres raisons, en dehors de la stabilisation du capitalisme » (voir *B. C.*, n° 2, p. 15), au déclin du com-

munisme ou à l'échec du communisme à se développer, à la prépondérance du réformisme ou de la social-démocratie. Un communiste en Grande-Bretagne aujourd'hui doit être un internationaliste suffisamment intrépide pour considérer sans fléchir la perspective d'une famine nationale, aussitôt que retentira le tocsin de la révolution.

Le capitalisme, ici, est très imparfaitement « stabilisé ». L'existence permanente d'une masse de chômeurs dépassant sensiblement le million suffit à le montrer. Et, ici, les chômeurs sont *organisés* — phénomène unique. De plus, un des emprisonnés, Hannington, est un des chefs et organisateurs des chômeurs. Le capitalisme britannique ne peut pas absorber cette masse de chômeurs. Il songe à augmenter les heures de travail plutôt qu'à les réduire. Il doit donc envisager aussi quelque chose comme une famine nationale. (Les gros requins, bien entendu, ne crèveront pas : nous autres seulement seront atteints.)

Les capitalistes britanniques sont contraints d'abaisser les salaires au-dessous du niveau de famine s'ils doivent continuer à faire des bénéfices. C'est pourquoi nous avons devant nous la perspective d'une grande bataille économique au printemps, sinon plus tôt. C'est pourquoi les forces ouvrières se concentrent dans une nouvelle Alliance industrielle, qui doit rester indépendante ou pourra transmettre ses pouvoirs (une fois consolidée à une sorte de dictature du Conseil général des Trade-Unions (ainsi qu'on l'a laissé entrevoir à Scarborough).

A présent, l'Union des Cheminots, sous la direction de J. H. Thomas, reste à l'écart de l'alliance des autres industries de base. Thomas fait maintenant (comme au temps du « Vendredi noir ») le jeu des patrons. Il a probablement conclu une entente secrète avec les compagnies, car les cheminots doivent être épargnés dans l'attaque contre les salaires. Les cheminots seraient traités comme une « caste ouvrière privilégiée » et on achèterait ainsi leur aide pour la défaite de leurs camarades — défaite qui serait suivie, naturellement, de la leur propre. (« Diviser pour régner », comme jadis.)

Il est hors de question que l'allure du développement du mouvement ouvrier britannique sera sensiblement accélérée durant l'année 1926 et que le P. C. sera au premier rang de la bataille. Néanmoins, notre P. C. a déjà deux bonnes choses à son crédit : le mouvement minoritaire, comme il est dit ci-dessus, et la création du *Sunday Worker*, qui n'est pas un journal du Parti, mais un organe d'« aile gauche » sous l'inspiration communiste. Ici encore, parce que la Grande-Bretagne est un pays spécial et parce que les conditions journalistiques n'ont aucun parallèle sur le continent, le lancement de cet hebdomadaire est une extraordinaire réalisation, pleine de promesses pour l'avenir.

### La division tripartite des mouvements révolutionnaires britanniques

Il n'y a plus de mouvement syndicaliste révolutionnaire dans ce pays. Le leader syndicaliste le plus célèbre du vieux temps, Tom Mann, est membre du P. C. et une figure de premier plan du mouvement minoritaire. L'anarchisme aussi est mort. L'entière philosophie du révolutionnarisme britannique est communiste et rien d'autre. Ce qui ne veut pas dire qu'il soit tout entier dans le Parti communiste.

Le mouvement coopératif n'est pas mort. Il est, au contraire, florissant. Mais il n'est pas révolutionnaire. Il est, en grande partie, petit-bourgeois.

Son organisation pourra être, sera utile en temps de luttes révolutionnaires, mais il n'est pas nécessaire de l'examiner davantage ici.

La simple division du mouvement ouvrier, pour autant qu'il est un mouvement vivant, est une division en sections politique, industrielle et éducative. Chacune de ces sections a ses réformistes et son aile révolutionnaire.

L'incarnation politique du mouvement ouvrier est le Labour Party, qui est entièrement sous une direction réformiste. Mais les sections locales du Labour Party (une caractéristique particulière d'une organisation compliquée) ont tendance à devenir révolutionnaires et à passer de plus en plus sous l'influence communiste. Puisque le P. C. n'avait nulle représentation directe à Liverpool, toutes les résolutions communistes vinrent de sections locales du Labour Party et toute la bataille menée pour les communistes le fut par les délégués de ces sections. Un grand nombre d'entre elles refusent d'appliquer les décisions de Liverpool touchant l'exclusion des communistes.

Entre les leaders réformistes et le P. C. se trouve le « aile gauche », dont vous entendrez beaucoup parler dans un proche avenir. Au début, elle était surtout une fraction parlementaire du Labour Party, mais elle se développe maintenant dans tout le pays sous une forme qui ressemble au mouvement minoritaire, cette fois dans le domaine politique. Elle est l'expression politique du front unique des travailleurs conscients. Elle est communiste par sa philosophie, elle sera surtout influencée par le Parti communiste et formera un fonds de recrutement pour ce parti.

L'incarnation industrielle du mouvement ouvrier a déjà été examinée. Ce sont les syndicats, le « Trade Union Congress » avec son Conseil général et la nouvelle Alliance industrielle. En dépit du réformisme de beaucoup de ses leaders, ces différents organismes prennent une direction révolutionnaire qui sera presque certainement accentuée par ce qui se passera en 1926. Comparez A. J. Cook, le leader des mineurs, comme un révolutionnaire typique et J. H. Thomas, le leader des cheminots, comme un réformiste typique.

Dans le domaine de l'éducation il y a la « Plebs League » et le « Conseil national des collèges ouvriers », du côté révolutionnaire, et l'Association éducative ouvrière, du côté réformiste. Pour le moment, toutes ces organisations ont conclu une entente qui leur permet de partager l'appui du Trade Union Congress. Mais des organisations qui reposent sur des principes et des buts contradictoires ne peuvent pas bien travailler ensemble, et on peut espérer que l'Association éducative ouvrière rompra avant longtemps et retournera vers ses appuis bourgeois, se montrant ainsi elle-même aux ouvriers sous sa vraie couleur, comme un instrument de la réaction.

Ni la « Plebs League », ni les collèges ouvriers ne sont des organisations communistes. Ils travaillent en faveur d'une éducation ouvrière indépendante, une éducation marxiste « sans-parti », expliquant la psychologie, l'histoire, la politique — tout ce qui intéresse les travailleurs — par rapport à la lutte de classes. Beaucoup de communistes militent dans ces organisations, qui sont un produit particulier d'un pays particulier. Toute chose est unique, mais il y a plus d'« unique » par mètre carré en Grande-Bretagne que nulle part ailleurs dans le monde. C'est pourquoi les étrangers nous trouvent si difficiles à comprendre ! Rédigeant cet article, je commence à me demander si j'ai réussi à projeter quelque lumière sur la confusion.

C'est à vous de le dire.

Némo.

# Une année de "bolchévisation"

Une année entière, pendant laquelle la direction de notre Parti a pu librement accumuler les fautes et les erreurs, lancer les mots d'ordres les plus stupides, passer tour à tour de la démagogie la plus forcenée à l'opportunisme le plus plat, se montrant continuellement incapable d'analyser la situation, rendant ainsi le Parti ridicule et, de ce fait, diminuant sans cesse son influence sur la classe ouvrière...

Une année où une coterie a fait régner sur le Parti un régime de terreur, menaçant d'exclusion tous ceux qui pensent et discutent, régime qui a fait du Parti une masse inerte n'ayant aucune vie politique...

Une année de « bolchévisation » ; une année perdue pour le communisme.

Aujourd'hui, on reconnaît une partie des erreurs commises. On annonce qu'il y a quelque chose de changé. On fait grand bruit autour d'une intervention de l'Exécutif, on parle même d'un « cours nouveau » du Parti français.

Est-ce que cette intervention de l'Exécutif, est-ce que les modifications apportées par lui à la direction du Parti, est-ce que le changement radical dans la tactique qu'il a imposée, changement qui apporte une éclatante justification aux critiques de l'opposition, sont suffisantes pour redresser le Parti ? Nous ne le croyons pas. Il ne suffit pas d'une intervention dans les « sommets », d'une simple révolution de palais pour conjurer le mal dont souffre notre Parti.

Tant que le Parti lui-même ne réagira pas, les décisions de l'Exécutif risquent de rester lettre morte. Et à l'heure actuelle, le Parti est incapable de réagir. La crise ouverte au centre *le laisse indifférent*. Car une des conséquences de la « bolchévisation » a été d'abaisser continuellement le niveau intellectuel du Parti. En excluant, menaçant, injuriant, calomniant tous ceux qui discutaient, critiquaient, apportaient des suggestions différentes de celles du Centre, on est arrivé à dégoûter les meilleurs militants.

Les uns ont quitté sans bruit le Parti. Les autres sont rentrés dans l'ombre. Aujourd'hui, nous avons un Parti qui ne vit pas, les adhérents se refusent à toute discussion politique. On vote les thèses présentées par les fonctionnaires du Centre *sans les avoir lues*. On condamne de même celles de l'opposition.

*N'a-t-on pas vu à Lyon cette chose presque incroyable : un Comité de Rayon, puis une assemblée plénière de ce rayon voter contre les thèses de Lorient alors que plus des 99 % des assistants, pour ne pas dire la totalité, n'en connaissaient pas la première ligne ?* (En effet, ces thèses, parues dans l'*Humanité* de Paris quelques jours seulement avant la conférence, n'ont pas paru du tout dans l'*Humanité* édition lyonnaise.)

N'a-t-on pas vu également à Lyon, un Comité de Région *battre tous les records du ridicule en votant l'interdiction du droit de critique à quelques camarades de l'opposition ?*

Ce manque d'éducation politique du Parti, la direction a bien été obligée de le constater. On a écrit dans les *Cahiers* que le Parti ne lisait pas, que 96 % des adhérents étaient incapables de discuter des problèmes qui se posaient devant le Parti. Mais après avoir créé cette situation, on n'a rien fait pour y remédier. On s'est contenté « d'enrichir » le vocabulaire du Parti de quelques nouveaux barbarismes : politisation, activisation, etc., etc. Et la situation est aujourd'hui ce qu'elle était hier.

C'est d'ailleurs grâce à cette ignorance du Parti que l'on peut impunément écrire contre l'opposition les pires calomnies, les mensonges les plus odieux.

Il n'est pas un militant sérieux et de bonne foi qui, ayant lu à la fois les thèses de Lorient et la lettre ouverte de la direction du Parti, ne se soit indigné en lisant le passage de cette lettre, qui dit que la conception du front unique de la « Droite » aboutit à faire du Parti un appendice du Bloc des Gauches.

Dans un Parti éduqué politiquement, ceux qui ont écrit cette énormité seraient discrédités complètement.

C'est grâce à ce manque d'éducation politique que la direction peut continuer à se maintenir à la tête du Parti, c'est aussi ce qui rend notre tâche particulièrement difficile.

C'est ce qui décourage les bons militants qui voudraient réagir mais qui se rendent compte de cette situation.

Car jamais, depuis que le Parti existe, nous n'avons connu une pareille paresse intellectuelle de ses adhérents.

Nous avons connu des luttes particulièrement dures pour faire du Parti un Parti Communiste. Pendant la guerre, où nous n'étions qu'une poignée à travers la France, où nous luttions contre les social-chauvins, plus tard quand nous menions la bataille en faveur de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, enfin dans la lutte contre les survivances petites-bourgeoises et contre Frossard et ses amis, nous avons rencontré bien des difficultés, avons déjà essayé bien des injures. Mais nous n'avons jamais connu des luttes aussi déprimantes que celle d'aujourd'hui. Car si, dans le passé, il y avait déjà de nombreux *béni-oui-oui*, il y avait toujours bon nombre de camarades qui étaient quelquefois dupés par les chefs félons, mais cherchant à savoir, cherchant à s'instruire. Il y avait aussi toujours une phalange enthousiaste luttant avec ardeur, prête à tous les sacrifices. Aujourd'hui, la majorité du Parti se refuse à examiner les grands problèmes politiques. Les bons militants sont pour la plupart éloignés du mouvement.

Devons-nous pour cela abandonner la lutte ? Non pas ! Tous ces obstacles ne sont pas infranchissables. La besogne est ardue, mais nous devons l'entreprendre, nous devons sauver *notre Parti*.

Nos tâches immédiates : rassembler tous ceux qui ont su voir clair dans la situation, regrouper ceux qui, découragés, sont rentrés dans l'ombre, ceux qui se taisent, ceux qui sont en dehors de la vie active du Parti parce qu'ils sont dégoûtés, revoir ceux qui, silencieusement, ont quitté le Parti.

Créer partout des noyaux sains, rallier les éléments sincères égarés dans les rangs des « bolchevisateurs ». Il faut parvenir à créer

un courant qui redressera le Parti et, à ce moment, l'intervention de l'Exécutif aura des chances d'être efficace.

Déjà le mouvement de protestation est déclamé dans toute la France, et ce n'est pas une mince satisfaction pour nous de retrouver un peu partout, à la tête des opposants, meilleurs amis du *Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale* et de la gauche de 1922.

C'est une raison de plus pour nous d'espérer un rapide succès de l'œuvre que nous avons entreprise.

E. Péju.

## Le Mouvement ouvrier international

### FRANCE.

#### La bolchévisation en province

A La Rochelle, c'est le marasme le plus absolu. L'ancienne section vivait cahin-caha : les cellules ne vivent que pour la forme. La raison ? Laissons de côté la crainte de la répression. La raison est qu'il n'y a pas un camarade pour faire vivre les cellules. Quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, une section vaudra ce que vaut le secrétaire ; *idem* pour les cellules.

A La Rochelle, à Surgères, aucun camarade de tête. Le mouvement n'existe que parce que Geoffroy s'entête à faire des réunions générales. Inutile de dire que les rares militants dignes de ce nom, possédant un fond sérieux, un esprit critique, un désintéressement complet, sont avec l'opposition.

Passons à Rochefort. Là, une bonne poignée de militants. Emergent du lot : Lagrèze et Paupin, deux véritables valeurs. C'est grâce à eux que la vague socialiste et confédérée est venue se briser contre le roc révolutionnaire qu'ils représentaient. Tous les camarades sérieux de Rochefort sympathisent avec l'opposition.

Je leur ai demandé ce qu'ils pensaient du *Bulletin*. Là, c'est une autre histoire. *Ils se déclarent d'accord « sur de très nombreux points »*, mais croient que cela n'avancera à rien, que tout effort est voué à l'échec, que le mal est trop profond. Il y avait un grand découragement dans leurs paroles. Il faudrait que Souvarine, dans un article solide, lutte contre cette lassitude, cette croyance dans l'inutilité de la lutte, et qu'il dise par quels moyens et dans quelles conditions nous pourrions obliger l'Exécutif à donner l'énergique coup de barre nous ramenant dans l'orientation des quatre premiers congrès mondiaux.

A Rochefort, à Surgères, à Tonnay-Charente, les meilleurs camarades sont avec nous. Je ne suis pas en contact avec Saintes, mais j'y pressens la misère de notre Parti. On m'a dit qu'à Saint-Jean-d'Y et Jonzac, nous comptons des sympathies.

En général, tout ce qui pense et agit dans l'ancienne fédération de la Charente-Inférieure peut être considéré comme acquis à la politique du *Bulletin Communiste*.

J'aurais voulu parler ici de la « campagne de recrutement » du Parti, de l'esprit bureaucratique qui a présidé à son organisation dans notre région, mais il me faudrait pour cela plusieurs

heures. Mon impression résumée est cellé-ci : que cette campagne de recrutement aura le même succès que le dernier emprunt Caillaux. Cause : l'absence de confiance. Non pas, précisément, la confiance des adhérents possibles dans le Parti, mais la confiance des membres du Parti dans la direction..

Exemple : je connais 30 à 40 sympathisants, enclins à entrer au Parti. Je me garde bien de les y décider : j'ai peur de leur impression devant le vide, le néant de la vie intérieure du Parti. Je préfère qu'ils conservent de l'extérieur leur croyance que nous sommes un parti fort, vivant, discipliné, un parti tel qu'il devrait être... Or, mon cas ne m'est pas particulier.

Jacques Roger.

#### Pour la réintégration des exclus

Le Rayon de l'île d'Oléron, réuni le 27 décembre 1925, après avoir étudié la « Lettre ouverte aux membres du Parti », seul document de discussion mis largement à la disposition des membres du Parti,

Enregistre l'aveu par la Direction des fautes commises depuis un an, donnant ainsi raison à l'opposition, indûment qualifiée « Droite » ;

Déclare, vis-à-vis de celle-ci, que doivent cesser au plus tôt *les campagnes extérieures* de ses organes : *Bulletin Communiste* et *Révolution Proletarienne*, en invitant la Direction à faire les démarches nécessaires pour qu'ils deviennent PARTIE INTÉGRANTE du Parti et *sous son contrôle* ;

Demande que l'organisation du Parti s'opère sur la voie des organisations territoriales comme organisations de base, tout en multipliant les cellules en tant qu'organes de diffusion, d'agitation et de recrutement.

### ERRATUM

Dans l'article de DOMINIQUE, paru dans le *Berliner* numéro, p. 160, il fallait lire :

« Citons... la déclaration faite en public par un militant responsable du Nord, Devernay, à un meeting socialiste : « *Les masses sont maintenant derrière vous* ». L'opposition n'en a jamais tant dit !

Et non pas : « ...derrière nous », comme il a été imprimé par erreur.

# La Vie Ouvrière et Syndicale

## Le Congrès des métaux de la R. P.

L'organisation des métallurgistes parisiens, qui est une de celles ayant eu le plus à souffrir de la « bolchévisation », vient de tenir son congrès.

Pour mieux conduire leur travail de désagrégation dans le Parti, les dirigeants de celui-ci avaient tenu, en 1924, à se faire la main par une opération semblable et préliminaire dans ce syndicat. Et le moment choisi pour cette belle besogne mérite d'être remarqué : c'était celui où le syndicat des métaux, sous l'impulsion d'éléments communistes, s'attelait à la grande tâche de regrouper les ouvriers que les grèves de 1920 avaient dispersés. S'inspirant des directives de l'I. S. R., des camarades, aujourd'hui dans l'opposition du Parti ou exclus, lancèrent l'idée des congrès d'usines et la mirent immédiatement en application.

Cette tactique eut un plein succès, se traduisant par un accroissement des effectifs syndicaux et une liaison effective avec les masses inorganisées. Le syndicat, en plein essor, aurait pu enfin jouer son rôle, sans la triste besogne de la « bolchévisation ».

Aujourd'hui, malgré une période extrêmement favorable, on perd des adhérents ; on voit l'effectif des syndiqués atteindre à peine 2 % des métallurgistes et, fiers de ces résultats, on institue le syndicalisme de secte qui est, ainsi que le rappelait justement un délégué de la minorité, la négation même du communisme.

Sans entrer dans le détail du Congrès qui vient d'avoir lieu, rappelons que la minorité demanda le changement de l'article des statuts concernant l'élection de la Commission Exécutive. Cet article, en effet, dit que la C. E. est élue globalement au scrutin de liste. De ce fait, un candidat ne figurant pas dans la liste majoritaire ne serait pas élu, même s'il obtenait plus de voix que les autres candidats.

Les « bolchévisés » se refusèrent à modifier cet article, l'homogénéité étant un principe qu'il ne faut pas égratigner ; la minorité se plaçant sur le terrain du syndicalisme de classe, rappela par l'organe d'un délégué que l'Internationale Communiste avait défini les syndicats « des organes du front unique par excellence ».

Qu'importent les arguments ! Nos « bolchévisés » ne sont pas à un reniement près. Ils modifièrent l'article des statuts, prescrivant une consultation des syndiqués tous les quatre mois, ils portèrent ce délai à six mois en attendant de le porter à un an.

Au cours des trois séances, deux propositions de blâme furent déposées contre la minorité pour le crime « de ne pas penser comme le bureau syndical ». C'est incroyable, mais, hélas ! exact. Ces demandes, malgré la complaisance du « Présidium » ne purent tout de même être mises aux voix...

Formidable aussi cette affirmation des dirigeants du syndicat, appuyés en l'occurrence par un camarade se targuant d'être de l'opposition du Parti. « Les syndiqués ont des devoirs mais pas de droits » !

Il reste à noter, comme conclusion à ce congrès que la minorité grandit, que ses arguments, sérieusement étudiés, firent impression sur le Congrès malgré toutes les manœuvres.

Il est à l'honneur de camarades communistes d'être les animateurs de cette minorité ; par leur action, ils démontrent que le devoir révolutionnaire est autrement utile au communisme que la soumission aux démolisseurs. — *Un syndicaliste communiste des métaux.*

## A l'aide du « B. C. » !

Nous remercions ici les camarades qui ont entendu notre appel et nous ont aussitôt témoigné leur solidarité active.

En quinze jours, nous avons reçu deux fortes souscriptions de 250 francs, plusieurs abonnements de soutien ou souscriptions à 100 francs, et une cinquantaine de versements de 50 à 10 francs. Une fois de plus, nos amis de Rcuen se sont montrés les plus dévoués.

Plusieurs abonnés de 3 ou 6 mois, répondant à notre invite, ont prolongé leur abonnement, le portant à un an.

Ces premiers secours ont suffi pour améliorer momentanément notre situation matérielle. Dans un organe comme le nôtre, où il n'y a pas de budgétivores et de parasites, où la publication est assurée non seulement par le travail volontaire de tous mais aussi par leurs sacrifices bénévoles, il n'est pas besoin de millions pour tenir le coup. Il nous faut simplement déboursier environ 1.100 francs par semaine ; les abonnements, la vente par nos « multiples » et dans les kiosques ne couvrent que la moitié des dépenses quand on est sorti de la première phase d'abonnements ou que l'on n'atteint pas une époque de renouvellements. Les deux premiers mois, ayant servi à la constitution du premier noyau d'abonnés, ont été suffisamment alimentés. Le départ avait été assuré par les souscriptions du premier cercle d'amis. Ceux-ci nous ont encore tiré d'affaire il y a quinze jours et les réponses à notre appel nous tranquilisent pour janvier. Mais plus loin ?

Dans deux semaines viendront à expiration les abonnements de 3 mois : nous comptons sur leur renouvellement immédiat, et, cette fois, pour 6 mois au moins, pour 1 an si possible. Nos abonnés de 3 mois peuvent assurer la parution hebdomadaire pour le trimestre suivant. Si notre appel n'était pas entendu, il faudrait se résigner à espacer la périodicité et devenir bi-mensuel. Un certain nombre de lecteurs nous promettent une souscription mensuelle de 10 ou de 20 francs. L'exemple est bon : puisse-t-il être suivi ! Un camarade du Nord nous conseille d'inviter nos abonnés à prendre chacun un abonnement supplémentaire pour éclairer un militant encore désorienté. C'est encore une idée : nous en faisons part aux intéressés avec, naturellement, notre chaleureuse recommandation !

Le principal, c'est de trouver de nouveaux abonnés et de nouveaux souscripteurs. Car jusqu'à présent, ce sont toujours les mêmes qui donnent. Au moment où nos adversaires d'hier sont obligés de convenir, en catimini, que le Bulletin Communiste a raison sur toute la ligne, mais qu'il a eu seulement... tort d'avoir raison trop tôt, on doit pouvoir trouver de nouveaux soutiens. La crise du Parti ne sera surmontée que par un effort soutenu et tenace du dernier carré des militants conscients ; cet effort ne peut trouver d'expression plus efficace que celle du Bulletin, à l'heure où nous sommes.

A l'œuvre donc, pour le Bulletin Communiste, c'est-à-dire par le Bulletin pour le Parti et l'Internationale !  
A l'aide du Bulletin Communiste !

Le Comité de Rédaction : AUCOUTURIER, BARAT, Marthe BIGOT, GOURGET, Roger HAIRIUS, MAHOY, B. SOUVARINE, SOUZY.

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur.